

Gouvernance : débat mal placé ?

■ Oui à l'équilibre de la forme et du fond, non à la mainmise de la politesse sur l'intelligence du mot, fût-il gros.

Joël Van Cauter

Philosophe et économiste.

Depuis quelques jours, le débat politique francophone belge prend un tour cocasse. A l'occasion d'un coup tactique du CDH, qui décide de saborder une majorité gouvernementale pour défendre sa petite vertu, on ne parle plus que de gouvernance et d'éthique politique.

Certes, cela répond à une colère plus ou moins sourde de la population qui, à Mons et partout dans le monde, en a marre des parvenus. Certes, ce n'est pas sans fondement quand on observe les rémunérations d'une petite minorité de mandataires publics, rémoras engraisés dans des conseils d'administration cancéreux qui prolifèrent en épuisant la vie démocratique.

Pourtant, on peut aussi s'interroger sur cette charge pudibonde.

D'abord, parce qu'elle met le contenu au second plan. Bien sûr, la manière importe, et est même décisive. Chacun de nous est tenu à une exigence de cohérence. Quel que soit notre champ d'action, si ce que nous faisons est en contradiction avec ce que nous voulons faire, nous ratons le coche : si nous hurlons sur notre fiston pour lui dire de ne pas crier, nous sommes absurdes et ridicules. Mais de là à prétendre que le premier problème politique est aujourd'hui la gouvernance, et non un programme de gouvernement... Mettre la gouvernance avant le projet est une erreur :

la politique est bien affaire de projets, d'intérêts, de moyens relatifs à des buts. Oui à l'équilibre de la forme et du fond, non à la mainmise de la politesse sur l'intelligence du mot, fût-il gros.

Ensuite, parce qu'une mauvaise analyse mène rarement à une bonne réponse. Ainsi, refuser la multiplication des mandats semble dorénavant le prérequis à toute discussion. D'accord : additionner des responsabilités jusqu'à devoir assumer seul 18 équivalents temps plein et gagner 742 fois le salaire moyen d'un Belge pose problème. Mais combiner certaines fonctions complémentaires peut avoir du sens. Et, si leur carrière politique avait été limitée à 10 ou 15 ans, nous n'aurions eu ni Kohl, ni Mitterrand, ni Roosevelt qui, avant d'être un grand réformateur de l'Amérique, était un fils de familles patriciennes, devenu sénateur de New York, assistant du Secrétaire à la Marine et gouverneur de New York.

Aujourd'hui, les assemblées générales des partis sont souvent grisonnantes et intellectuellement soporifiques. Si l'on y rencontrait des hordes de jeunes fous enthousiastes et farfelus, le problème de la limitation des mandats ne se poserait plus : les vieux apparatchiks devraient changer de niveau ou se feraient chouraver leur place.

Enfin, cet emballement est une tar-tufferie. Il est suffisamment dit qu'aucun de ceux qui prônent la stricte gouvernance ne se l'applique. Même les écologistes, hérauts du sujet, recyclent bon nombre de leurs mandataires en les passant d'une assemblée à l'autre. Si l'on ne fait pas ce que l'on dit, ce n'est pas nécessairement parce qu'on est incapable de le faire : c'est peut-être parce que ce que l'on dit n'est pas juste.

Dès lors, ce débat sur la gouvernance n'est-il pas mal placé ? N'est-il pas un écran de fumée ? Par exemple, supprimer l'échelon provincial dont la raison d'être encore et l'efficacité sont largement discutables pourrait se justifier. Mais à quoi serviraient les moyens économisés là ? A réduire les dépenses de l'Etat, et conforter une approche d'austérité, ou à développer certains projets ailleurs, et alors lesquels ?

Bref, cette charge, sous prétexte de rédemption du monde politique, ne contribue-t-elle pas en fait à l'appauvrissement du débat, et donc à affaiblir ce même monde ?

"Faire grand bruit à l'est pour attaquer à l'ouest", dit un vieux stratagème chinois. Y aurait-il quelqu'un qui, dans cette histoire, a décidé de faire grand bruit ? Ou ne serait-ce, plus banalement, que le vent de l'Histoire qui souffle dans les branches d'un petit sassafras en pot ?